



Lacroix porte plainte pour homophobie - 13/08/2015

Wanze -

Victime d'insultes homophobes sur Facebook, le ministre wallon a décidé de porter plainte et de dénoncer ce genre de violences.



Le Wanzois Christophe Lacroix, ministre wallon du Budget, a décidé de porter plainte pour propos homophobes. Mardi soir, via son compte Facebook privé, il a en effet été victime d'insultes homophobes. *«J'ai, en fait, reçu une demande d'ami sur mon compte privé. Je suis donc allé faire un examen du profil de cette personne et j'ai vu qu'elle était notamment fan de Laurent Louis (NDLR: cet ancien député fédéral notamment condamné en juin dernier pour négationnisme). J'ai donc refusé sa demande d'amis en lui expliquant que nous ne partageons pas les mêmes valeurs. Il a alors commencé à m'insulter et à utiliser des mots abjects»,* regrette Christophe Lacroix.

«Il faut pouvoir en parler»

S'il a voulu au départ ne pas s'abaisser à ce genre de propos, Christophe Lacroix – qui n'a jamais caché son homosexualité – a finalement décidé d'en parler et d'être, en quelque sorte, le porte-voix des victimes qui se taisent. *«Certains n'ont pas le courage d'en parler ou de porter plainte. Mais il faut pouvoir en parler. Ils n'ont pas à nous insulter, on ne fait rien de mal. On est simplement né différent.»*

Le ministre wallon n'a d'ailleurs pas hésité à en parler directement sur son profil Facebook. Et depuis, de nombreux messages de soutien lui parviennent. *«Il y a énormément de gens qui m'expriment des mots très touchants. Il y a même des mamans d'ados homosexuels qui ont été harcelés ou agressés, qui me soutiennent et sont contentes de voir que j'ai porté plainte.»*

Une minorité

S'il condamne ces propos, Christophe Lacroix reste positif tout de même sur l'évolution de la société à ce niveau-là. *«En Belgique, les gens sont*

très tolérants. Ce sont ici les agissements d'une minorité. D'autant plus que faire ça derrière un écran, c'est tellement facile.»

La plainte, elle, a été directement envoyée au procureur du roi à Liège. Le ministre wallon espère, de son côté, que ses actes seront punis.

Julie DE PAUW (L'Avenir)